

# Vie et survie des gaullismes d'opposition aveyronnais (1947-1958)

Bryan Muller

► **To cite this version:**

Bryan Muller. Vie et survie des gaullismes d'opposition aveyronnais (1947-1958). Études aveyronnaises, Société des lettres, sciences et arts de l'Aveyron (1995- ), 2017, 2016. hal-01872104

HAL Id: hal-01872104

<https://hal.univ-lorraine.fr/hal-01872104>

Submitted on 11 Sep 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



## **Vie et survie des gaullismes d'opposition aveyronnais (1947-1958)**

*« Le jour va venir, où, rejetant les jeux stériles et réformant le cadre mal bâti où s'égaré la nation et se disqualifie l'État, la masse immense des Français se rassemblera sur la France<sup>1</sup>. »*

Le « gaullisme d'opposition » (Jean Charlot) est un important mouvement contestataire qui fut lancé officiellement lors de l'appel du général de Gaulle, le 7 avril 1947, à Strasbourg. Le Rassemblement du Peuple Français (RPF) avait l'ambition de « rassembler tous les Français prêts à partager le destin de la France ». Ses débuts furent prodigieux, mais le premier mouvement gaulliste tomba rapidement. L'échec du RPF poussa de Gaulle à se retirer de la scène politique. Une partie de ses partisans, les Républicains-Sociaux (Rép. Soc.), lancèrent alors le groupe parlementaire « Union des Républicains d'Action Sociale » (URAS), qui prit ensuite le nom de Centre National des Républicains Sociaux (CNRS). Mais l'absence du soutien du général empêche le parti de rassembler les anciens gaullistes et se résume surtout à un club d'élus. Ce sont les événements d'Algérie et l'accession de Charles de Gaulle à Matignon qui vont relancer le gaullisme. Ce regain permet au nouveau parti gaulliste, l'Union pour la Nouvelle République (UNR), de devenir le plus puissant parti de France à la naissance de la V<sup>e</sup> République.

Ce bref portrait montre l'évolution du gaullisme en France métropolitaine. L'Aveyron connaît un destin différent : le gaullisme ne parvient pas à s'implanter réellement durant la période étudiée. Nous allons essayer de comprendre pourquoi les différents mouvements gaullistes ne sont pas parvenus à s'ancrer dans une région, que l'on reconnaît hostile au gaullisme (antigaulliste)<sup>2</sup>, à travers plusieurs angles d'approche : les tentatives d'implantation de ces mouvements, leurs crises internes, les cadets gaullistes, le portrait des militants aveyronnais et leur rapport à la violence.

### **DES MOUVEMENTS QUI PEINENT À SÉDUIRE**

#### **Un mouvement qui ne rassemble pas**

L'annonce de la formation du Rassemblement du Peuple Français, le 7 avril 1947, enflamme les esprits de nombreux citoyens dans le pays. Les demandes d'adhésion ne cessent de croître au siège parisien du mouvement, et à la fin de l'année près d'un million de personnes rejoignent le RPF<sup>3</sup>. Cet enthousiasme n'est pas partagé dans tout le territoire. La région parisienne, la Gironde et le Nord-Est font preuve d'une fébrilité qui ne se retrouve pas dans le Midi. Déjà, l'Union Gaulliste (de son nom complet « Union Gaulliste pour la IV<sup>e</sup> République »), fondée par René Capitant en juin 1946<sup>4</sup>, a perdu lors des élections législatives de novembre. Ce parti perdit de peu grâce à la candidature de Michel Caillau, neveu du général de Gaulle, et de son alliance avec le RGR<sup>5</sup>. Mais au final, Michel Caillau et ses 13 200 voix ne permettent pas d'obtenir la députation<sup>6</sup>. Peut-être parce qu'ils ont frôlé la victoire, les gaullistes ouvrent à la fin du mois de mai, à Villefranche-de-Rouergue (Aveyron), un local sous la direction d'Henri Lallet<sup>7</sup>, provoquant la colère des communistes qui lancent immédiatement des comités de vigilance. Le 9 juin, Louis Tolède, ancien aviateur du général de Gaulle, fonde à Rodez un second bureau RPF. Élément précieux et populaire, il promet beaucoup pour le Rassemblement aveyronnais. Mais sa mort dans un accident d'avion à la fin du mois provoque un arrêt de « l'expansion » gaulliste dans le département<sup>8</sup>. René Palazy, piètre leader, lui succède.

Malgré cette crise, le RPF aveyronnais se mobilise avec de maigres moyens pour distribuer des tracts et tenir quelques meetings. Son objectif immédiat est de gagner la sympathie des habitants

pour les élections municipales d'octobre 1947. Celles-ci se soldent par une victoire écrasante du RPF et ses affiliés en France avec 38,7 % des suffrages<sup>9</sup>. Cependant, ce résultat n'est pas le même dans le Midi où les chiffres oscillent entre 10 % et 15 %. L'Aveyron n'obtient que 50 élus municipaux et 3 maires : Émile Delfour à Vitrac, Irénée Astoul à La Bastide-Solages et Jean Trenty à Balaguier<sup>10</sup>. Alors que le mouvement national commence à perdre des recrues, il parvient à remporter, en Aveyron, les élections sénatoriales de 1948. Il s'agit des Républicains Indépendants (RI) affiliés RPF, Raymond Bonnefous et Jean Maroger<sup>11</sup>. Ce premier succès en est suivi d'un autre, en mars 1949. En effet, grâce à une importante propagande (meetings, distributions de tracts, annonces dans la presse, etc.) et à l'alliance avec les RI<sup>12</sup>, les élections cantonales voient l'élection de deux candidats gaullistes : les docteurs Galtier s'emparent ainsi des cantons de Belmont et Saint-Affrique<sup>13</sup>. Tous deux RI/RPF, le premier finit par quitter le RPF pour rester parmi les RI en 1951, tandis que le second quitte les RI en 1952 pour défendre le gaullisme.

Galvanisés par ses récentes victoires, les militants gaullistes espèrent remporter les élections législatives de 1951. Pour les encourager à garder espoir, les cadres du RPF aveyronnais sollicitent l'homme du 18 juin. Ce dernier accepte et se rend, le 1<sup>er</sup> juin 1950, au château de Montrozier – propriété de la comtesse de Billy, militante de la première heure –, où se rassemblent pas moins de trois cents invités, dont les sénateurs Bonnefous et Maroger<sup>14</sup>. La distribution de tracts et les inscriptions sur la voie publique dominent, mais les réunions publiques sont elles aussi privilégiées. Malgré leurs efforts, les militants aveyronnais n'obtiennent que 8 522 voix (5,6 % des suffrages)<sup>15</sup>. Les raisons de cette défaite sont multiples. Pour certains, il s'agirait du système des apparentements, qui permettent aux listes apparentées d'obtenir tous les sièges dans le cas où les partis alliés atteindraient au moins 50 % des suffrages<sup>16</sup>. Mais les résultats trop faibles du RPF ne permettent pas de retenir cet argument. La division des votes par la présence de nombreux partis politiques de centre et de droite (MRP, CNIP, Indépendants et Paysans, le populaire RI) est une explication beaucoup plus crédible. Les électeurs de droite, dominants dans le département, préfèrent voter pour un parti qu'ils connaissent bien (MRP, RI) plutôt que pour un mouvement récent et mal implanté (RPF, CNIP)<sup>17</sup>.

La défaite de 1951 provoque la chute rapide du Rassemblement dans le pays. L'Aveyron ne fait pas exception. L'Action Ouvrière, syndicat gaulliste, bien implanté parmi les gantiers de Millau, disparaît<sup>18</sup>. Lors des élections cantonales de 1951, le candidat aveyronnais Jean Raymond<sup>19</sup>, influent dans le nord du département, remporte le canton d'Espalion<sup>20</sup>. Mais sa victoire est aussitôt contestée par son adversaire le docteur Jean Solinhac, maire d'Espalion, du fait de son inéligibilité. Le 16 novembre 1951 puis le 25 juin 1952, son élection est cassée par le Conseil de préfecture interdépartemental de Toulouse, puis par le Conseil d'État<sup>21</sup>... Partout dans le département, les bastions gaullistes s'écroulent. Le canton de Saint-Affrique, tenu par le Dr Lucien Galtier (adjoint au maire et conseiller général), celui d'Espalion (M<sup>e</sup> Niel y « règne » depuis son élection comme député de l'arrondissement en 1930), et la ville de Millau, où la sympathie de la bourgeoisie et le ralliement des industriels (gantiers) permettent au RPF de concurrencer le MRP et les RI qui avaient fait de l'arrondissement leur fief<sup>22</sup>, s'écartent du gaullisme. Les dissidences de 1952, qui entraînent la formation de l'Action Républicaine et Sociale (ARS), portent un coup dur au moral des militants<sup>23</sup>. Les élections municipales de 1953 montrent la chute du gaullisme dans l'Aveyron : seuls une dizaine de conseillers municipaux et le maire de Vitrac-en-Viadène, Émile Dufour, parviennent à se maintenir<sup>24</sup>. Le mouvement ne connaît plus alors d'activités politiques. Les militants gaullistes désertent massivement dans la région, au point de donner l'impression de ne plus exister, sauf à Toulouse où ils se réduisent comme peau de chagrin. L'opposition à la Communauté Européenne de Défense (CED) n'y change rien. Les réunions privées se comptent sur les doigts d'une main, et les sections départementales sont dissoutes en septembre 1955, contraignant les derniers militants RPF à rejoindre le tout récent mouvement de Jacques Chaban-Delmas, le Centre National des Républicains-Sociaux (CNRS).

## Un parti très impopulaire

Le CNRS, fondé en 1954, succède au RPF lors de sa dissolution. Impopulaire parmi les anciens militants du Rassemblement, il peine à fonctionner en France comme en Aveyron. La raison en est simple : les Républicains Sociaux (Rép. Soc.) « trahissent la cause » en devenant un authentique parti politique, prêt à s'associer avec d'autres partis et à soutenir le gouvernement que de Gaulle combattait ardemment. L'absence de patronage du Général inquiète également les Rép. Soc., qui ne peuvent se servir de son nom et attirent difficilement des militants avant tout attachés à la personne même du général de Gaulle<sup>25</sup>. L'antenne aveyronnaise du CNRS est formée le 16 janvier 1955<sup>26</sup>. Les Républicains Sociaux aveyronnais, qui peinent à s'organiser, tentent de faire parler d'eux<sup>27</sup>. Désirant gagner les élections, ils s'apparentent avec le MRP, malgré le refus d'une partie des militants gaullistes<sup>28</sup>. Les 29 et 31 décembre, Christian Lunet de la Malène, président du CNRS local et tête de liste des Rép. Soc., cherche à se rallier les électeurs par une nouvelle présentation de son programme dans la presse<sup>29</sup>. De très nombreuses réunions publiques et contradictoires sont soutenues par une importante propagande écrite pour ces élections. Le président du CNRS aveyronnais, excellent communicant, utilise beaucoup la presse locale en 1955 pour s'adresser aux électeurs.

Malheureusement pour eux, leurs efforts ne paient pas. Le 2 janvier 1956, Christian Lunet de la Malène n'obtient que 2 041 voix<sup>30</sup>... De toute évidence, les discours alarmistes tenus par le CNRS ne touchent pas les foules. Il faut reconnaître que la situation nationale, en ce début d'année 1956, n'a rien à voir avec les crises (inter)nationales qui ont marqué la période 1947-1951. Cette humiliation plonge le CNRS aveyronnais dans une profonde léthargie jusqu'en avril 1958. Les élections cantonales de 1958 relancent lentement l'intérêt du parti. Par prudence, il n'envoie qu'un seul candidat tenter sa chance. Soutenu dans l'ombre par des partis de centre et de droite, Louis Delmas remporte le canton de Salles-Curan<sup>31</sup>.

## Un événement qui relance un mouvement à bout de souffle : la guerre d'Algérie

La guerre d'Algérie, née dans le massacre de la « Toussaint Rouge », s'ancre dans un contexte international plus global de décolonisation<sup>32</sup>. La perte de l'Indochine avait déjà provoqué de grands remous à l'Assemblée nationale, et celle du canal de Suez en 1957 accroît le sentiment d'impuissance parmi les Français. La peur d'être attaqué est prégnante dans la région, qui n'est séparée de l'Afrique du Nord que par la Méditerranée. La situation économique, larvée par la guerre d'Algérie et l'échec de l'intervention au canal de Suez, préoccupe la population. Vivre au quotidien devient ainsi difficile pour une partie de la population qui paie des taxes et des impôts plus élevés. Mais le terrorisme inquiète encore plus. Cette crainte se manifeste dans l'opinion publique à cause des attaques qui ont lieu à Toulouse, particulièrement entre avril et juin 1957<sup>33</sup>. Les luttes se concentrent entre Algériens membres du FLN et du MNA, ou FLN et non partisans, mais la peur reste présente parmi les locaux. Le port et l'utilisation d'armes à feu par les activistes FLN et MNA sont fréquents, et l'usage d'explosif n'est pas interdit. La stupeur est générale lorsque les Midi-Pyrénéens apprennent qu'un attentat a été perpétré contre la préfecture de Toulouse, le soir du 3 au 4 mai 1958<sup>34</sup>.

Cette recrudescence du terrorisme oblige le ministre de l'Intérieur à promulguer, le 14 mars 1958, une circulaire obligeant les policiers à porter constamment leurs armes de service – y compris en civil – et à ne pas hésiter à s'en servir en cas de doute<sup>35</sup>. Une peur des Maghrébins grandit au sein de la population ; les Algériens sont les plus craints. Les réactions du gouvernement vis-à-vis d'eux ne font rien pour améliorer leur image. Par exemple, le 28 septembre 1957, le ministre de l'Intérieur édite une circulaire préconisant les plus grandes

précautions pour surveiller, fouiller et appréhender les Algériens suspectés de propagande nationaliste<sup>36</sup>. Le gaullisme, qui a pratiquement disparu de la région, revient en force après le 13 mai 1958<sup>37</sup>. Des Comités de Salut Public (CSP) apparaissent un peu partout dans le sud du territoire, le plus puissant étant celui de Toulouse. Le gouvernement interdit ces formations et traque ces gaullistes et pro-Algérie française. En Aveyron, l'activisme de cinq gaullistes au sein du CSP de Rodez leur vaut une assignation à résidence à Campagnac et Saint-Jean du Bruel<sup>38</sup>. La tension est très grande en ce mois de mai 1958, à cause des événements d'Algérie et des CSP, mais aussi à cause des rumeurs circulant sur la participation au complot du général Miquel, commandant les forces de la V<sup>e</sup> région militaire<sup>39</sup>. Comme si cela ne suffisait pas, l'IGAME Périllier appelle au calme à Radio Toulouse-Pyrénées, ce qui produit l'effet inverse sur la population<sup>40</sup>. La crise semble ne connaître aucune limite jusqu'au discours du général de Gaulle, le 27 mai, annonçant le début du « processus régulier nécessaire à l'établissement d'un gouvernement républicain<sup>41</sup> ». En seulement quelques jours, le général de Gaulle devient le nouveau chef du gouvernement auquel l'Assemblée nationale accorde les pleins pouvoirs pour six mois, et obtient le pouvoir de réviser la constitution.

De Gaulle au pouvoir, les gaullistes encore inactifs militent à nouveau. Les gaullistes aveyronnais, qui agissent dès les événements de mai, concentrent désormais leurs activités avec les RI au sein de l'Association Nationale pour le Soutien à l'Action du Général de Gaulle (ANSAGG)<sup>42</sup>. Privilégiant la propagande par affichage de tracts, les gaullistes appellent à voter « oui » au référendum. Les CSP font pression sur les personnalités politiques pour qu'elles se rallient au nouveau gouvernement. Le conseiller général tarnais Raust, dans une lettre adressée à Paul Ramadier, dénonce : « La pression des Comités de Salut Public et de leur clientèle. Sous le règne de de Gaulle ils "s'aligneront" mais après ? Ses succès encouragent l'assaillant<sup>43</sup>. »

De plus, les autorités aveyronnaises semblent de plus en plus en proie à la paranoïa. Suite à l'attentat à la bombe contre le palais de justice d'Évreux, le 28 août 1958, le préfet et le maire de Rodez ordonnent des contrôles permanents de la population par la police et l'armée<sup>44</sup>. Le discours gaulliste, qui pointe du doigt l'inefficacité de la IV<sup>e</sup> République à résoudre les problèmes et présente le général de Gaulle et son projet constitutionnels comme uniques solutions, séduit fortement. Malgré l'action des communistes qui appellent à voter « non », les Aveyronnais votent massivement pour le « oui ». Ils acceptent la nouvelle constitution à 84,4 % contre 79,25 % pour le reste du pays<sup>45</sup>. Le gaullisme d'opposition n'est plus et la IV<sup>e</sup> République est morte.

## **FINANCES ET DISSENSIONS, FLÉAUX DES GAULLISMES TARNAIS**

### **Les conflits internes**

Le Rassemblement du Peuple Français subit de multiples crises internes qui vont parasiter son fonctionnement. Disputes, trahisons et surtout « combats de coq » provoquent une instabilité locale que l'antenne principale (Rodez) s'efforce de combattre en maintenant ses cadres. Cela permet une stabilité de la direction, qui n'est pourtant pas efficace puisqu'elle voit l'installation de secrétaires et présidents départementaux soutenus par Paris, peu efficaces et/ou impopulaires parmi les militants.

<b>Délégués départementaux du RPF en Aveyron</b>	<b>Dates extrêmes des mandats</b>
--	-----------------------------------

LALLET Henri <sup>46</sup>	Fin mai - 8 juin 1947
TOLEDE Louis	9 Juin 1947 - 25 Juin 1947
PALAZ(Z)Y René	26 Juin 1947 - Juillet 1948
FRANOUX Lucien	31 Juillet 1948 - 5 avril 1950
Période d'incertitude	Avril 1950 - 18 décembre 1950
CAUBEL Pierre	18 décembre 1950 – septembre 1955

Les conflits internes sont trop nombreux pour être énumérés dans cet article. Aussi privilégierons-nous l'exemple de l'année 1948, qui résume très bien la situation, car elle est marquée par une série de divisions entre gaullistes. Le bureau central qui se situe à Rodez est fortement contesté par les militants anciens résistants<sup>47</sup>. Leurs points de vue divergent sur les méthodes à employer pour répandre les idéaux du mouvement, le premier souhaitant une approche prudente par les affiches, les seconds une propagande plus soutenue avec la tenue régulière de meetings. Ce simple malentendu mine l'action du RPF qui se retrouve paralysé à cause de ce débat. Peu après, de nouvelles rivalités internes resurgissent. Les militants sont fortement divisés sur les « compagnons » qui devraient faire partie des bureaux locaux (sections, arrondissement, départemental)<sup>48</sup>. L'ambition dévore certains hommes qui tentent de se rallier le soutien de la base militante. De ce fait, les conflits s'accroissent et mettent un terme à une période pourtant propice au recrutement de nouveaux adhérents<sup>49</sup>. Ces exemples montrent que, dans le cas de l'Aveyron, si les divisions internes peuvent revêtir diverses formes, elles sont avant tout dues à des rivalités personnelles, rivalités qui trouvent leur origine dans l'ambition de quelques adhérents.

Le CNRS ne connaît pas cette situation, bien au contraire. Les Républicains sociaux aveyronnais acceptent volontiers le commandement de Christian Lunet de la Malène qui est un ancien résistant jeune et dynamique. Bordeaux n'a rien à redire à cette décision qui la satisfait également. De ce fait, une fois le RPF tombé, les gaullistes d'opposition ne souffrent plus, dans le département, de dissensions.

## Une économie en berne

L'économie est un enjeu majeur pour le bon fonctionnement d'un parti ou mouvement politique. Sans de saines finances, il est impossible de mener correctement l'organisation, et c'est là qu'est le problème. Hubert Bonin a rédigé deux articles sur le financement du RPF, l'un dans les actes d'un colloque, l'autre publié en ligne<sup>50</sup>. Il y démontre que le Rassemblement commence à perdre ses investisseurs dès 1949. L'année 1951 (surtout à partir d'octobre) est, d'un point de vue économique, la pire pour le mouvement qui finit, en 1953, par ne plus fonctionner que grâce au bénévolat des militants. Les mouvements gaullistes aveyronnais – RPF et URAS/CNRS – ne dérogent pas à la règle. Ils ne cessent d'être frappés par une « crise financière permanente<sup>51</sup> ». Les caisses sont vides et les prêts, parfois refusés, s'enchaînent. Les dons sont insuffisants et la solidarité entre fédérations départementales n'existe plus lorsqu'il s'agit d'argent. Dès leur formation, les fédérations départementales sont marquées par la recherche de crédits auprès des banques et des particuliers. Une situation difficilement compréhensible lorsque l'on constate que les gaullistes sont très appréciés par une partie de la haute administration locale. Les agents préfectoraux se montrent très favorables au RPF dans le Midi, et le préfet de la Haute-Garonne

(futur IGAME, « super-préfet ») ne cache pas sa sympathie pour le général de Gaulle<sup>52</sup>. Lorsque les gaullistes recherchent une aide financière, le directeur de cabinet du préfet leur explique qu'ils n'auraient aucun mal à en trouver s'ils utilisaient Marie-Louise Dissard. Pourtant, ils ne suivent pas ce conseil et manquent de moyens.

Les donateurs tarnais sont beaucoup plus nombreux que dans les autres départements de la région, et acceptent de soutenir financièrement leur fédération. Il est vrai que les frères Cormouls-Houlès à Mazamet, Gaston Fournials à Albi et plusieurs industriels castrais rejoignent, dès sa création, le Rassemblement<sup>53</sup>. Des entrepreneurs rejoignent aussi le RPF aveyronnais, mais ils rechignent à contribuer au financement du mouvement. Ils estiment que le Rassemblement est mal géré et que leur argent risquerait de se perdre dans des actions inutiles. Ils refusent de payer plus que leur adhésion ou ne cèdent qu'après de longues discussions. Toutes les fédérations sont endettées, et ce à toutes les périodes : l'Aude doit 200 000 francs en janvier 1951, Pierre Caubel doit avancer 60 000 francs de sa poche pour réduire la dette (« l'Aveyronnais [...] est encore plus près de son porte-monnaie » selon lui), le Gers cumule déjà 250 000 francs de dettes en 1948, le Tarn-et-Garonne 168 104 francs<sup>54</sup>. L'Aude connaît une situation si dramatique que le colonel Soulet ne peut s'empêcher d'écrire à Terrenoire que « les caisses départementales sont aussi vides que les paroles du gouvernement<sup>55</sup> » ! Le Tarn est lui aussi endetté, mais il s'en sort mieux<sup>56</sup>. Dans cette situation, l'Aveyron doit compter sur le Tarn pour renflouer sa trésorerie. Seulement, les soutiens financiers du RPF tarnais refusent de payer pour les autres fédérations du Midi<sup>57</sup>. En effet, le Tarn compte beaucoup d'adhérents riches et aisés qui voient leurs prêts dilués dans les autres départements (Aveyron, Ariège, Haute-Garonne, Gers), ce qui leur déplaît fortement. Ils refusent progressivement de maintenir leur soutien si leur département n'en est pas le seul bénéficiaire. Cette situation crée des tensions entre les différentes fédérations départementales. L'échec des élections législatives et plus encore les scissions de 1952 et 1953 provoquent la fuite massive de militants. Parmi eux, se trouvent les riches investisseurs qui sont les premiers à partir ! Face à cette situation, le département ne peut compter que sur ses propres forces. Or, il n'en a pas les moyens.

Comment la fédération en est-elle arrivée à cette situation ? Outre le manque de financement, les frais de gestion (et les erreurs qui vont avec) sont la cause principale de ces crises permanentes. Les frais de cotisations sont le meilleur moyen de rentrer de l'argent. Mais le paiement ne se fait pas toujours à l'heure, et il est courant que les militants rechignent à payer. Par exemple, Tarruson, responsable des cartes et cotisations de l'Aveyron, doit expliquer à Alain Bozel qu'il peine à réunir les cotisations pour l'année 1949, à cause des réticences de ses « compagnons » à payer leur carte d'adhérent<sup>58</sup>. La corruption (détournement de fonds, malversation) est également à l'origine des dettes que rencontrent certaines fédérations. L'Aveyron est plutôt un modèle d'honnêteté face à des fédérations comme celle de Tarn-et-Garonne, mais n'est pas épargné pour autant. La mauvaise gestion est, elle aussi, un fléau pour les caisses du RPF. Quatre facteurs l'expliquent : l'instauration d'une « dynastie » de trésoriers fédéraux<sup>59</sup>, le manque de fonds, les erreurs de calculs et le trucage des comptes. Dans ce dernier cas, le but est d'améliorer son image auprès du Centre National ou de réduire les sommes à lui verser. En effet, les fédérations départementales, qui vivent grâce aux cotisations des adhérents (« comme le précise l'article 9 des statuts, le financement des activités du Rassemblement est assuré par les cotisations et les souscriptions de ses membres<sup>60</sup> »), doivent normalement reverser une part des bénéfices qu'elles obtiennent. En retouchant une partie des documents, ils évitent de reverser des fonds dont ils ont cruellement besoin.

Une tentative d'amélioration de l'administration est lancée par le délégué départemental Franoux, en février 1949. Tout en restant délégué départemental, il concède son pouvoir à des chefs de divisions d'arrondissement. À la tête de la division de Rodez, le délégué départemental offre une forte autonomie à M<sup>e</sup> Niel à Espalion, Loze à Villefranche-de-Rouergue, Lucien Galtier à

Saint-Affrique, et Carrière à Millau<sup>61</sup>. L'idée n'est pas mauvaise : il s'agit de réduire les frais de déplacements du délégué départemental dans un territoire trop escarpé, et de permettre des prises de décisions plus rapides. Ce projet ne porte pas ses fruits et s'avère être un échec, mais il était bien pensé. D'ailleurs, lorsque Pierre Caubel parvient à rétablir la situation et à reprendre le contrôle en tant que délégué départemental, il maintient ce système jusqu'à la chute du mouvement.

## La jeunesse à l'image de ses aînés

« Aux origines de l'engagement des jeunes dans le Rassemblement figurent principalement la fidélité [à de Gaulle], la révolte et la volonté de combattre<sup>62</sup> ». C'est ainsi que Bernard Lachaise résume les motivations qui animent les jeunes à rejoindre le RPF. Les jeunes militants midi-pyrénéens ne dérogent pas à la règle. Ceux-ci se mobilisent activement au sein du Rassemblement de la Jeunesse Française (RJF) et du groupe étudiant de Haute-Garonne dans les premières années de la IV<sup>e</sup> République. Leur ardeur trouve avant tout ses racines dans la contestation du régime et le désir de se battre (symboliquement comme physiquement)<sup>63</sup>. Pourtant, ce désir de lutter contre les « séparatistes », le « système » et ses défenseurs s'éteint rapidement. En effet, les jeunes gaullistes sont eux aussi affectés moralement par l'échec d'un retour rapide au pouvoir du général de Gaulle. Les RJF et les étudiants sont frappés de profondes rivalités : les étudiants s'estiment plus intelligents que les autres cadets, ce qui crée inévitablement des frictions entre les deux groupes<sup>64</sup>. De plus, les divisions internes au RPF, qui s'exportent au sein même des RJF, et le manque de finances finissent par achever les cadets<sup>65</sup>. Autre difficulté que rencontre le RJF : l'absence « d'objectifs clairs et cohérents<sup>66</sup> ». Comme le relève François Audigier, il faut attendre le 28 janvier 1950 pour qu'une circulaire octroie un règlement intérieur au RJF et des missions spécifiques. Ce flou dans les tâches qui incombent aux jeunes, combiné à une crise financière endémique, des conflits internes et le « manque de considération » des aînés pour leurs cadets<sup>67</sup>, condamne les groupements de jeunesse gaullistes à un échec inéluctable. Le 11 octobre 1950, sur l'impulsion de Jacques Soustelle, le général de Gaulle ordonne la dissolution du RJF<sup>68</sup>. Les militants RJF sont alors intégrés au RPF.

Ce portrait général se retrouve dans le cas du RJF aveyronnais, bien qu'il soit un cas particulier – pour ne pas dire unique – dans la région. La vie des cadets locaux est en grande partie liée à un homme, Serge Sicard, lycéen en 1947, nommé délégué RJF de l'Aveyron en décembre 1947<sup>69</sup>. Son père est conseiller technique à la jeunesse RPF et trésorier, il peut lui apporter de bons conseils et le soutenir auprès des cadres RPF. De plus, le seul mouvement de jeunesse qui soit puissant dans le département étant l'UJRF (jeunesse communiste), le RJF a la chance inouïe d'être le seul mouvement pouvant offrir une alternative aux jeunes anticommunistes. Et, de fait, les effectifs augmentent rapidement : 21 militants le 20 janvier 1948<sup>70</sup>, 25 le 12 février<sup>71</sup>, 50 le 24 mars<sup>72</sup>. Le 7 avril, tous les délégués d'arrondissement et une majorité de cantonaux sont désignés. Sicard annonce alors que le RJF est devenu le mouvement de jeunesse le plus puissant de l'Aveyron<sup>73</sup>. Ces résultats cachent, en réalité, un marasme économique endémique<sup>74</sup>. Michel Boscher, trésorier national du RJF, doit avancer 4 900 francs à Sicard pour lui permettre de fonctionner un minimum<sup>75</sup>. De plus, des troubles se manifestent au sein du groupement. Le délégué RJF doit expulser deux militants pour « désordres persistants » – il les soupçonne d'être des communistes infiltrés – et pense en chasser un autre pour des activités troubles sous l'Occupation<sup>76</sup>. Pour ces deux raisons, le mouvement s'essouffle rapidement. Le 1<sup>er</sup> juillet, il milite de moins en moins et ne compte plus que 24 adhérents à Rodez<sup>77</sup>. Pour essayer de pallier ce problème, Sicard propose de créer une assemblée régionale RJF chargée de coordonner l'action de chacun<sup>78</sup>, une idée qui séduit M. de Nys, responsable national, mais ne voit pas le jour<sup>79</sup>. Le 18 juillet 1948, Serge Sicard démissionne pour aller étudier à Toulouse<sup>80</sup>.



Le mouvement connaît, durant son absence, une lente agonie. Le comportement d'Henri Morel vis-à-vis de son prédécesseur explique sûrement en partie cette situation. Perdu dans ses responsabilités, il n'apprécie guère que M. de Nys demande à Sicard de lui servir de conseiller et l'accuse d'être responsable du délitement du groupement<sup>81</sup>. Selon lui, l'ancien délégué RJF aurait poussé à bout les cadets. Cette explication n'est pas crédible, les événements qui suivent le prouvent. En effet, Henri Morel, lui aussi, demande aux militants de faire des efforts. Pourtant, les activités reprennent au lieu de décroître, comme il le laissait entendre. Toutefois, il reste incapable de recruter de nouveaux adhérents, et c'est avec seulement 9 militants qu'il débute la nouvelle année scolaire<sup>82</sup>. Avec finalement l'aide de Sicard, Morel organise un meeting RJF à Rodez, le 27 octobre 1948. Cette réunion a été fortement perturbée par les communistes, mais les cadets sont parvenus à maintenir un semblant d'ordre dans la salle et à se faire entendre<sup>83</sup>. Cette réunion est pour ainsi dire une victoire, mais une victoire à la Pyrrhus : le meeting a coûté 4 000 francs<sup>84</sup>, ruinant définitivement le RJF aveyronnais... Le succès de cette réunion publique et contradictoire a permis de recruter 7 nouveaux militants<sup>85</sup>, sans pour autant endiguer la crise financière du mouvement. Le groupement se meurt progressivement, jusqu'à disparaître avec le départ d'Henri Morel en décembre 1949 et le départ dans l'armée (service militaire) des cadres RJF<sup>86</sup>. Serge Sicard revient alors à Rodez en avril 1951. Pierre Caubel et le délégué régional RPF insistent auprès de Pierre Lefranc pour recréer le groupement Jeunes sous son égide, ce qu'il accepte le 12 juin<sup>87</sup>. D'ailleurs, Sicard n'a pas attendu la bénédiction du secrétaire national aux Jeunes pour reformer l'ancien RJF et se lancer dans la campagne législative avec une trentaine de jeunes<sup>88</sup>. Pierre Lefranc ne peut que féliciter le RPF et ses cadets d'avoir obtenu un tel résultat aux élections, dans un département qui lui est si indifférent<sup>89</sup>.

En décembre 1951, le RJF stagne. Il conserve une trentaine d'adhérents et continue de poser des affiches et de vendre le journal, mais il semble à bout de souffle. La plupart des cadets sont des ouvriers que les JOC (Jeunesse Ouvrière Chrétienne) leur dispute, et il reste difficile de mobiliser politiquement une population rurale<sup>90</sup>. De plus, Sicard annonce sa démission, le 8 mars 1952, pour reprendre le poste de trésorier du RPF tenu par son père<sup>91</sup>. Cette décision déplaît fortement à Bernard Fauquenot, qui fait tout son possible pour en dissuader le jeune homme. Celui-ci décide de faire un compromis : reprendre le poste de son père tout en restant responsable des RJF<sup>92</sup>, une décision qui sonne le glas du groupement Jeunes aveyronnais. Sicard, surchargé de travail, rate ses examens en juillet et ne parvient pas à assumer toutes les charges que lui a confiées le RPF, d'autant qu'en septembre 1952, il est envoyé, comme surveillant d'un établissement scolaire, à Mazamet. Or, le RJF tarnais souffrant de léthargie, Bernard Fauquenot tente de charger Sicard de le ranimer<sup>93</sup>. Mais ce dernier, ne parvenant plus à gérer tout son travail (études, emploi) et s'occupant déjà tant bien que mal du RJF de l'Aveyron, finit par décliner l'offre. De ce fait, le mouvement entre en déliquescence dès le mois d'avril 1952 et, le 3 juillet 1953, Serge Sicard reconnaît avoir abandonné depuis plus d'un an le RJF qui disparaît à jamais<sup>94</sup>...

## **LES « COMPAGNONS » : ESQUISSE DES MILITANTS GAULLISTES AVEYRONNAIS**

### **Des effectifs méconnus et instables**

Combien d'hommes et de femmes militaient dans la région ? Cette question, simple en apparence, s'avère en réalité plus compliquée qu'attendu. Les sources manquent en effet. Pour bien saisir l'instabilité militante qui sévit dans la région, nous pourrions prendre les exemples du Tarn et de la Haute-Garonne. Patrick Calmels évoque le chiffre de 5 000 militants en mai 1947 pour la Haute-Garonne<sup>95</sup>, nombre allant dans le sens d'un rapport du commissaire central de Toulouse qui constate la présence de 3 000 RPF dans Toulouse même<sup>96</sup>. Le nombre de militants

aurait donc « seulement » doublé en deux mois<sup>97</sup>. Par la suite, aucun chiffre ne nous est fourni par les instances publiques sur le nombre de militants dans le département, à l'exception des législatives de 1951 et 1956 où les chiffres de 800 puis 350 militants sont avancés. Le Tarn serait composé de 1 400 militants en 1948<sup>98</sup>, mais leur nombre chuterait dès l'année suivante à 550, puis 325<sup>99</sup>. Ce chiffre reste stable par la suite jusqu'à la fin du RPF : 350 en 1952<sup>100</sup>, 300 en 1954<sup>101</sup>. Nous pouvons constater à côté que l'Aveyron connaît une plus grande stabilité, avec 220 adhérents le 1<sup>er</sup> juillet 1948<sup>102</sup>, 392 adhérents fin 1948-début 1949<sup>103</sup>, 352 le 1<sup>er</sup> février 1949<sup>104</sup>, 320 en août 1950 et 407 en mai 1951<sup>105</sup>. Par la suite, nous ne connaissons plus qu'un chiffre pour les Républicains Sociaux et l'UNR aveyronnais : entre 100 et 120 Rép. Soc. en 1955, 150 UNR en octobre 1958<sup>106</sup>.

Grâce aux sources, nous sommes capables de déterminer que l'Aveyron est un département possédant une (assez) faible implantation, mais des effectifs stables<sup>107</sup>. Le problème de ces sources est leur fiabilité : jusqu'à quel point sont-elles proches de la réalité ? D'où proviennent les informations ? Ces sources sont qualifiées de « fiables » et « sûres ». Il semblerait qu'il s'agisse de militants gaullistes qui communiquent leurs chiffres, du moins pour les débuts du RPF. Les qualificatifs « sûres » et « fiables » sont supplantés progressivement par un nombre d'informateurs x, ce qui sous-entend que les forces de l'ordre sont obligées de faire leurs propres estimations à partir de maigres sources. Seulement, celles-ci peuvent être contestées. Un officier des RG de Haute-Garonne dénonce dans un rapport les erreurs de ses collègues. Il conteste le nom des premiers adhérents du RPF, signale que le journal MRP *La Victoire* n'est pas du côté du général de Gaulle, se gratifie de l'efficacité de son service et critique, non sans ironie, ses collègues<sup>108</sup> : « Par contre, elles [ces informations] infirment celles fournies par certains services de police qui, semble-t-il, paraissent beaucoup plus soucieux de supplanter, du point de vue rapidité de renseignement, les services spécialisés, que de vérifier l'authenticité des informations qu'ils transmettent aux autorités. »

Si l'on en croit ce rapport, il ne faudrait pas se fier aux chiffres avancés par d'autres services que ceux des RG. Il faut entendre par « certains services de police » le commissariat central, seul autre service de police à nous donner des informations sur les partis politiques. Une guerre de l'information entre services de renseignements semble donc avoir lieu, du moins au début de la IV<sup>e</sup> République. L'épuration d'une grande partie des fonctionnaires de police à la Libération peut expliquer la volonté des agents de la Sûreté nationale et du commissariat central de se « racheter une conduite » ou de prouver à leurs supérieurs, leur efficacité et leur loyauté<sup>109</sup>. Cette volonté peut les conduire à surenchérir ou, au contraire, à diminuer, des faits et des données importants selon ce que les autorités attendent. Le même problème existe à la même époque avec les communistes : il suffit de voir les nombreux tableaux statistiques établis par Roger Martelli pour s'en rendre compte<sup>110</sup>. De ce fait, bien que nous ne possédions pas d'éléments concrets sur le sujet pour le cas de l'Aveyron, il est fort probable que le département n'échappe pas à ce phénomène qui touchait tout le pays.

Si nous excluons *de facto* ces chiffres, il ne nous reste plus que les archives des mouvements gaullistes. Des rapports internes aux partis existent et peuvent fournir des éléments aussi divers que le financement, la vie du mouvement, les militants ou la situation politique locale à un moment donné. Concrètement, la FCDG ne recèle pour notre région que les rapports (lacunaires) de Roger Frey, Olivier Guichard, Garnier-Thenon et Carrière, soit la vie du RPF entre mars 1948 et décembre 1949. Ainsi, en Haute-Garonne, seul Roger Frey mentionne les effectifs : 1 450 en mars et « environ 1600 » en juillet 1948<sup>111</sup>. Ces chiffres se fondent sur le nombre d'adhérents encartés, mais ils sont visiblement gonflés car Frey mentionne que 400 cartes n'avaient toujours pas été renouvelées lors de sa venue à Toulouse, le 20 mars<sup>112</sup>. Le constat est le même dans les autres départements. Cette nuance est très importante, les responsables gaullistes ayant tendance à établir des comptabilités « cumulatives », c'est-à-dire à considérer qu'un militant inscrit une année

est considéré comme toujours membre du RPF, même s'il n'a pas renouvelé sa carte<sup>113</sup>... Par la suite, les effectifs gaullistes ne sont plus dénombrés, que ce soit par les instances publiques ou les cadres militants. Le nombre de militants se rendant aux réunions privées est estimé par les RG, mais il n'est pas représentatif du nombre réel d'adhérents dans le département. Néanmoins, il permet de comprendre l'ampleur de la défection des gaullistes actifs dans la région. Malheureusement pour le chercheur, il n'y a pas de sources de cette nature en Aveyron.

Ces chiffres attestent une instabilité flagrante durant les premières années du RPF, puis une stabilité parmi les rares militants actifs de mouvements à l'activité quasi-groupusculaire, quelques dizaines de militants acharnés prêts à agir jusqu'au bout au nom du général de Gaulle.

### Portrait des militants aveyronnais

Le fait qu'une poignée d'individus ait voulu soutenir un projet fortement rejeté par les notables locaux intrigue. Une fois n'est pas coutume, les sources nous font défaut. Pour obtenir le plus grand nombre d'informations possible, nous nous sommes emparés de tous les rapports et synthèses de police, des déclarations de professions de foi et des rapports internes du RPF. Des recherches laborieuses n'ont permis d'obtenir que l'identité de 108 militants entre 1947 et 1958. En croisant toutes les informations à notre disposition, nous obtenons le résultat ci-dessous.

Situation professionnelle des militants et militantes gaullistes aveyronnais	Hommes	Femmes
Agriculteurs	3,9 %	-
Patrons de l'industrie et du commerce	12,6 %	-
Professions libérales	14,6 %	-
Cadres moyens et supérieurs	11,65 %	-
Employés	10,7 %	-
Commerçants et artisans	34 %	-
Ouvriers	3,9 %	-
Armée et forces de l'ordre	1,9 %	-
Étudiants	3,9 %	-
Retraités	2,9 %	-
Sans profession	-	100%

Le département de l'Aveyron concentrerait un très faible nombre de militantes : 4,6 % de femmes pour 95,4 % d'hommes. Toutefois, ce chiffre pourrait être dû à un « effet de sources », les travaux démontrant qu'un nombre non négligeable de filles, épouses et (dans une moindre

mesure) sœurs militent. Elles jouent rarement un rôle actif et servent le plus souvent de soutien au(x) parent(s) qui milite(nt). Le mouvement aveyronnais, dont 34 % des militants sont commerçants et artisans, est majoritairement composé de la population aisée (38,85 %<sup>114</sup>) et ne compte que 3,9 % d'agriculteurs. La classe moyenne est également très importante (44,7 %), mais les autres catégories socioprofessionnelles sont peu représentées.

Ces résultats départementaux ne correspondent pas aux résultats nationaux de Jean Charlot. Selon lui, le RPF serait composé comme suit : seuls 3 % des militants sont d'anciens résistants, plus de 75 % sont des hommes, plus de 5 % sont issus de l'armée et la police, 4 % de l'agriculture, 20 % d'employés, 15 % d'ouvriers, 14,3 % d'artisans et commerçants<sup>115</sup>. Il y aurait donc plus d'industriels, d'artisans et de commerçants dans l'Aveyron qu'au niveau national, ainsi qu'une part plus grande d'hommes (95 % contre plus de 75 %). La place des anciens combattants et résistants n'est pas négligeable<sup>116</sup>. 16,2 % des militants furent militaires ou s'engagèrent dans au moins l'un des deux conflits mondiaux. 25,7 % des adhérents ont fait partie de la Résistance<sup>117</sup>, un chiffre déjà très élevé lorsqu'on constate qu'en 1947, seulement 3 % de l'ensemble des militants RPF a participé à la Résistance<sup>118</sup>. Ces résultats peuvent s'expliquer par la présence, en Aveyron, d'un important maquis non communiste, voire anti-communiste, le maquis Duguesclin<sup>119</sup>.

Ce portrait des militants RPF vaut aussi bien pour les Rép. Soc., qui sont tellement impopulaires qu'ils ne parviennent à recruter que parmi les militants RPF. Et encore, pour cela, doivent-ils employer une campagne de séduction aux résultats peu concluants<sup>120</sup>.

Quelles conclusions pouvons-nous tirer de ces résultats ? Les militants sont bien avant tout des urbains issus des classes moyennes et aisées, celles-ci étant majoritairement composées d'industriels, de marchands et d'artisans, des classes généralement conservatrices au niveau sociopolitique. La répartition socioprofessionnelle des militants gaullistes ne correspond pas toujours à celle des départements où ils se trouvent. Les militants aveyronnais sont pour 12,6 % d'entre eux des industriels, et pour 34% des commerçants et artisans, dans un département où les agriculteurs dominent<sup>121</sup>. Cette importante représentation des gantiers de Millau et de Villefranche-de-Rouergue, tout comme celle encore plus grande de la petite bourgeoisie, peut s'expliquer par la crise que connaissent ces deux secteurs après la seconde guerre mondiale. Il est probable que la plupart de ces individus aient rallié le gaullisme pour manifester leur mécontentement face à un système et une région en crise. C'est pourquoi, avec la chute du RPF et le lancement du poujadisme<sup>122</sup>, ces adhérents cessent de militer et ne rejoignent pas le CNRS. La place des résistants et des anciens combattants est plus élevée dans les autres régions que dans le Midi toulousain, tout comme la place des femmes<sup>123</sup>. Les femmes préfèrent peut-être rejoindre les partis de gauche et d'extrême-gauche, ceux-ci offrant depuis l'entre-deux-guerres une opportunité aux femmes voulant militer et paraissant progressistes. Les anciens combattants font preuve, quant à eux, d'une certaine réticence à s'engager en politique dans le département. Autres grands absents, les militaires, gendarmes et policiers : ils ont tendance à cacher leur activité militante du fait de son illégalité. Par exemple, les casernes militaires fournissent d'habitude une grande quantité de « gros bras » au Service d'Ordre (SO) gaulliste, ce qui est formellement interdit (sauf pour les policiers)<sup>124</sup>. Aussi les statistiques sont-elles faussées par la volonté de ces militants de cacher leur appartenance au gaullisme. Il ne faut pas non plus perdre de vue que ces résultats reposent sur les sources (hélas lacunaires) que nous avons pu mobiliser.

## **UNE VIOLENCE MILITANTE DE FAIBLE INTENSITÉ**

### **Une violence avant tout symbolique**

Le département de l'Aveyron, voisin de départements où bagarres et menaces de mort sont banales<sup>125</sup>, se distingue par une violence de faible intensité sous la IV<sup>e</sup> République. Les actions de propagande des partis adverses minent l'image des mouvements gaullistes qui répondent, à leur tour, par la propagande (affiches, meetings). Dès le 19 avril 1947, au théâtre municipal de Rodez, le parti communiste accuse de Gaulle d'aspirer au pouvoir personnel, comme Napoléon et le général Boulanger avant lui<sup>126</sup>. Des comités de vigilance sont formés juste après<sup>127</sup>. Le mois suivant, le département voit une prise de position des partis qui va perdurer jusqu'au 13 mai 1958 : socialistes, communistes et démocrates-chrétiens rejettent les gaullistes ; les radicaux se disent hostiles, mais prêts à s'associer en cas d'avantages politiques ; les partis de droite et de centre-droit se montrent favorables aux hommes du Général<sup>128</sup>. Le discours antigauilliste des partis de gauche se construit dès ce moment. Les gaullistes sont accusés d'être des pétainistes, des fascistes, d'anciens collabos et des dictateurs en puissance<sup>129</sup>. Au contraire, les gaullistes accusent les communistes d'être des « staliniens » prêts à aider Moscou à envahir la France<sup>130</sup>. L'intérêt de ce discours est de diaboliser l'adversaire, afin de le rendre détestable auprès des militants et de l'opinion publique.

En Aveyron, la violence symbolique ne se fait pas particulièrement par les « échanges verbaux » (injures et menaces de mort). Elle se manifeste avant tout par la propagande. Affiches, tracts et meetings font pleuvoir des flopees d'insultes pour décrédibiliser « l'autre ». Lors des meetings – appelés communément « réunion publique et (parfois) contradictoire » –, les militants s'adressent aux curieux venus les écouter pour défendre leurs idées et dénoncer celles de leurs adversaires. Le plus souvent, il s'agit pour les gaullistes de critiquer la IV<sup>e</sup> République (le « système »), la Troisième Force (SFIO, MRP, radicaux et autres partis soutenant le régime) et surtout le communisme. De son côté, le PCF attaque absolument tout le monde et met un point d'honneur à s'en prendre aux gaullistes. Il est donc surprenant que leurs meetings ne virent pas au conflit ouvert. Pourtant, les communistes n'hésitent pas à venir perturber des conférences gaullistes et à porter la contradiction. C'est le cas du meeting RPF du 11 janvier 1948, à Rodez, où le militant Baudis est hué et contesté, ou de celui du 27 octobre au théâtre municipal de Rodez tenu par les RJF qui sont hués et critiqués par une trentaine de jeunes communistes<sup>131</sup>. Face à ces difficultés, le mouvement gaulliste se doit d'encadrer les interventions de ses orateurs, qui peinent à se faire entendre dans le brouhaha général provoqué par leurs adversaires. Ainsi, l'accès au meeting du 5 octobre 1948, tenu à la salle de la Maison du peuple de Millau, doit être filtré par quatre membres du service d'ordre (SO) pour empêcher les communistes d'entrer, ces derniers ayant déclaré vouloir saboter le discours de Carrière<sup>132</sup>.

La distribution de tracts et de journaux est un autre moyen de faire passer ses idées, tout en critiquant ses opposants. Bien qu'en crise financière, le RPF puis le CNRS aiment beaucoup utiliser ces moyens de communication<sup>133</sup>. Ils sont moins exposés au danger que s'ils placardaient des affiches ou organisaient des meetings. C'est pourquoi les communistes ont pris l'habitude, lorsqu'ils le peuvent, de lacérer leurs affiches et tracts ou de les modifier. C'est ce qui arrive, le soir du 26 au 27 octobre 1948, lorsque les forces de l'ordre découvrent que des communistes ont lacéré plusieurs tracts gaullistes, recollé la croix gammée et le mot « dictateur » sur d'autres<sup>134</sup>. Mais le PCF n'est pas le seul à lacérer, l'État le fait également lorsqu'il s'estime outragé. Par exemple, le préfet ordonne, le 13 novembre 1950, la lacération de tous les numéros du 10 novembre 1950 de *Rassemblement ouvrier*, pour propos injurieux envers le gouvernement<sup>135</sup>. Les gaullistes aveyronnais, qui sont en infériorité numérique et craignent les repréailles, évitent d'y recourir. En revanche, les deux mouvements n'hésitent pas à apposer des inscriptions illégales sur des pans de murs et de trottoirs pour défendre leurs programmes politiques. Cette « guerre des inscriptions » atteint un tel degré dans le département que le préfet perd patience et édite des circulaires interdisant ces inscriptions et appelant la police à sévir. Ainsi, la circulaire du 26 juillet 1949, interdisant les inscriptions sur la voie publique, est tellement inefficace que le préfet doit en éditer une autre, le 7 octobre 1950, avant de renforcer les sanctions dans sa circulaire du 9 juillet 1953<sup>136</sup>.

Gaullistes et communistes sont des adversaires privilégiés sous la IV<sup>e</sup> République, mais il arrive que d'autres partis agissent contre le RPF et le CNRS. Des meetings socialistes, démocrates-chrétiens et radicaux sont, de temps en temps, organisés pour critiquer le général de Gaulle et son Rassemblement. Trois meetings gaullistes sont légèrement perturbés par des contradicteurs en juin 1951, les deux premiers par des socialistes à Espalion (4 juin) et Decazeville (8 juin), le troisième par des radicaux (11 juin)<sup>137</sup>. Le parti radical profite même de sa main mise sur *La Dépêche du Midi*, qui rayonne dans la région, pour s'attaquer par l'ironie et la moquerie aux gaullistes. Ses numéros des 29 et 31 décembre 1955 en sont d'excellents exemples. Néanmoins, même durant les périodes les plus tendues, les partis non-communisants s'en prennent peu aux gaullistes. C'est pourquoi nous nous concentrons sur les conflits avec les communistes, seuls adversaires que les gaullistes sont prêts à affronter physiquement.

### **Des confrontations qui dégénèrent rarement en bagarres**

Si la violence symbolique prospère dans le département, la violence physique se révèle particulièrement rare<sup>138</sup>. Certes, les colleurs d'affiches sont constamment sous pression, à cette époque, car la moindre rencontre avec d'autres militants dégénère facilement en bagarre. Mais le collage d'affiches est une activité nocturne que les forces de l'ordre ne surprennent qu'en de très rares occasions. Aussi ne pouvons-nous parler que des bagarres qui ont laissé des traces. Et celles-ci se comptent sur les doigts d'une main ! Hormis les petites bagarres nocturnes, la plus marquante est celle de Marcillac. Le 9 octobre 1948, Henri Martin, cadre communiste, appelle les militants de Decazeville à empêcher les gaullistes de parler dans leur bastion<sup>139</sup>. Le lendemain soir, alors que le RPF se trouve à Marcillac, une cinquantaine de communistes mécontents – et certains ivres – pénètrent dans la salle de la mairie. Vociférations, huées et menaces se terminent par une bagarre qui se conclut rapidement par la fuite des orateurs et du SO (quatre hommes sans armes)<sup>140</sup>... Quatre ans plus tard, alors que le RPF se meurt, les « gros bras » aveyronnais se déchaînent. Majoritairement issus des anciens de la campagne du Rhin-Danube<sup>141</sup> et commandés par Palazzy<sup>142</sup>, ils s'en prennent désormais aux militants communistes. Pire, alors que le SO aveyronnais s'était montré depuis longtemps discret et craintif, ses membres deviennent soudainement très agressifs après l'échec du RPF aux élections législatives de 1951. Leurs débordements sont tels que René Cauchy doit rappeler Palazzy à l'ordre, le 1<sup>er</sup> mars 1952, car il cherchait trop la bagarre avec les autres partis<sup>143</sup> !

Ce soudain élan de violences, à une période sombre du gaullisme, peut paraître surprenante, mais elle a une explication très simple : elle permet de montrer que le RPF vit encore. En effet, selon le sociologue Michel Maffesoli, la « manifestation de l'affirmation de soi<sup>144</sup> » peut se faire par la violence. Et quoi de mieux pour des « gros bras », frustrés de voir leur mouvement en voie d'extinction, que de se venger contre ceux qui semblent en être la cause ? D'ailleurs, il ne faut pas se voiler la face. Si le RPF aveyronnais n'use de la violence qu'après son échec aux élections législatives de 1951, ce n'est pas parce qu'il refuse de s'en servir, mais parce qu'il ne peut se le permettre. Son service d'ordre ne possède que de maigres effectifs dans une région où ses principaux adversaires possèdent des milliers de militants. La prudence (et la peur) dicte au RPF une attitude « pacifique », où la violence reste symbolique par pragmatisme. Tous les gaullistes des départements avoisinants n'hésitent pas à faire le coup de poing lorsque les effectifs de leur SO le leur permettent. En revanche, le CNRS évite la violence aussi bien par pragmatisme que par culture politique. Parti de cadres, il n'est pas attiré par ce moyen d'expression.

Comme nous l'avons vu, le RPF et le CNRS rencontrent de profondes difficultés pour s'implanter et fonctionner. Faible numériquement et financièrement, il ne peut que survivre dans un département où divers partis de droite sont déjà fermement installés. Divisés, les militants

gaullistes doivent se contenter de faire passer leurs idées par la propagande. Par peur d'être débordés en cas de conflit (rappelons-nous Marcillac !), les militants évitent le contact avec les partis politiques adversaires. C'est pourquoi ils ne portent pas la contradiction dans les meetings<sup>145</sup>, ni ne viennent les perturber. Le 13 mai 1958 annonce un changement, mais celui-ci ne se concrétisera qu'une décennie plus tard. En effet, bien qu'il ait gagné en puissance, le gaullisme ne parvient pas pour autant à l'emporter aux élections législatives de novembre 1958. Malgré la vague de confiance dont il bénéficie dans le pays, le nouveau parti gaulliste, l'Union pour la Nouvelle République, ne parvient pas à s'emparer de la circonscription de Millau. Son candidat, le conseiller général Alexis Delmas, frôle la victoire face au candidat MRP Dutheil (500 voix d'écart)<sup>146</sup>. À chaque nouvelle élection législative, les mouvements gaullistes successifs peinent à s'emparer de la circonscription. Il faut attendre la troisième législature (1967-1968) pour que Delmas s'empare de Millau. La troisième circonscription de l'Aveyron devient alors LE fief gaulliste du département<sup>147</sup>.

**Bryan MULLER**

1. Extrait du discours de Bruneval, tenu par le général de Gaulle le 30 mars 1947, dans Charles de Gaulle, *Discours et messages. Tome 2 : Dans l'attente. 1946-1958*, Paris, Plon, 1970, p. 46.

2. Philippe Foro, « L'antigaullisme en Midi-Pyrénées (1947-1969) », *Arkheia*, n° 7-8-9, 2002, p. 86-93.

3. Christian Purtschet, *Le Rassemblement du peuple français, 1947-1953*, Paris, Cujas, 1965, p. 121.

4. Bernard Lachaise, « L'union gaulliste en 1946 », dans *La recomposition des droites en France à la Libération 1944-1948*, sous la dir. de Gilles Richard et Jacqueline Saintclivier, Rennes, Presses universitaires de Rennes, Coll. Histoire, 2004, p. 217-228.

5. Les sources sur cette participation de l'Union Gaulliste sont nombreuses. Archives départementales de l'Aveyron (A.D.A.), 12W8, Notes des Renseignements Généraux n° 1739 et n° 1743 du 13 septembre 1946, Note d'information des Renseignements Généraux du 18 septembre 1946, Rapport des Renseignements Généraux n° 1770 du 20 septembre 1946, Rapport du commissaire de police de Villefranche-de-Rouergue au chef des Renseignements Généraux de Rodez du 5 octobre 1946.

6. A.D.A., 52J4, « Étude de géographie électorale et politique. L'Aveyron », p. 3.

7. A.D.A., 2W8/1, Rapport mensuel (avril 1947) sur la situation générale de l'Aveyron, « période du 9 avril au 9 mai 1947 » du 9 mai 1947, p. 3 ; 12W8, Rapport des inspecteurs des Renseignements Généraux Dur et Puel au commissaire de police de Rodez, du 5 juin 1947.

8. Il décède le 26 juin 1947. A.D.A., 12W8, Rapport des Renseignements Généraux n° 878 du 12 juin 1947 ; 14W154, Rapport du préfet André Rogues au ministre de l'Intérieur n° 2244/Cab du 14 juin 1947 ; 2W8/1, Rapport des Renseignements Généraux n° 1046 du 21 juillet 1947, Rapport du commissaire de police de Rodez au directeur général de la Sûreté Nationale du 26 juin 1947, Rapport du préfet André Rogues au ministre de l'Intérieur n° 2859/Cab du 27 juin 1947, Rapport du commissaire de police de Rodez au directeur des Renseignements Généraux - Police de l'air du 27 juin 1947.

9. Jean Charlot, *Le gaullisme d'opposition. Histoire politique du gaullisme (1946-1958)*, Paris, Fayard, 1983, p. 107.

10. A.D.A., 14W10, « Rapport du préfet sur les résultats des élections municipales du 26 octobre 1947 » du 27 octobre 1947, et Rapport du préfet André Rogues du 27 octobre 1947. Voir aussi les listes nominatives des maires élus à la suite des élections municipales des 19 et 26 octobre 1947.

11. A.D.A., 14W9. Voir les nombreux rapports contenus dans le sous-dossier « Résultats - 12 ».

12. A.D.A., 152W76, Cantonales 1949, Dossier Candidatures.
13. A.D.A., 14W24-4, « Rapport sur les élections cantonales après le 2ème tour. Département de l'Aveyron » n° 1228/Cab du 28 mars 1949.
14. *Midi Libre*, 2 juin 1950, et *Le Rouergue*, 3 juin 1950. A.D.A., 2W8/4, Rapport mensuel (juin 1950) du préfet André Rogues au ministre de l'Intérieur du 4 juillet 1950, p. 2, et 12W8, « Réunion R.P.F. (G<sup>al</sup> de Gaulle) à Montrozier (Aveyron), du 1<sup>er</sup> juin 1950 », Rapports des Renseignements Généraux n° 677 du 25 mai 1950 et n° 1017 du 2 juin 1950, « Message téléphonique à R.G. Paris à 19 h 45 », n° 47.
15. A.D.A., 152W75, « Liste des candidats aux élections législatives. 17 juin 1951 », établie par le bureau des affaires politiques du ministère de l'Intérieur.
16. Peter Campbell, « Remarques sur les effets de la loi électorale française du 9 mai 1951 », *Revue française de science politique*, n° 4, 1951, p. 198-502.
17. « Dans la région, quand on ne connaît pas, on préfère voter traditionnel ». Témoignage de Jacques Godfrain, président de la Fondation Charles de Gaulle, le 17 février 2015, à la Fondation Charles de Gaulle (Paris).
18. Patrick Guiol, *L'impasse sociale du gaullisme : le RPF et l'action ouvrière*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985, 361 p.
19. Jean-Raymond Niel (26 décembre 1894-24 janvier 1987) a été député de 1930 à 1942, dans l'arrondissement d'Espalion. Il a voté les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, avant de regretter son choix. Son opposition au régime de Vichy lui a valu un emprisonnement pour « gaullisme ». Après la Libération, les résistants l'ont épargné, mais son soutien à Pétain en 1940 lui a valu inéligibilité.
20. A.D.A., 152W76, sous-dossiers « Cantonales 1951 » et « cantonales supplémentaires 1952 ».
21. A.D.A., 2W8/5, Rapport mensuel (novembre 1951) du commissaire des RG au préfet Charles Dupuch du 3 décembre 1951, p. 3, et 152W74, « Sieur NIEL. Décision lue le 25 juin 1952 » n°16 448 du Conseil d'État.
22. A.D.A., 12W8, Rapport des Renseignements Généraux n°1797 du 23 novembre 1948.
23. Christian Purtschet, *Le Rassemblement du peuple français...*, *op. cit.*, p. 350.
24. *Le Patriote*, 5 mai 1953. A.D.A., 14W14, Rapport du préfet Maurice Bonnafous au ministre de l'Intérieur, n°1947/Cab du 28 mai 1953.
25. Fondation Charles de Gaulle (FCDG), CA 5, Compte-rendu pour le CNRS de Pierre-Louis Berthaud à Roger Frey en avril 1954.
26. *Le Rouergue*, 18 janvier 1955. A.D.A., 14W152, Rapport mensuel (janvier 1955) du commissaire des Renseignements Généraux au préfet Maurice Bonnafous du 3 février 1955, p. 11-12.
27. *Midi Libre*, 24 juin 1955. A.D.A., 14W152, Rapport mensuel (février 1955) du commissaire des Renseignements Généraux au préfet Maurice Bonnafous du 3 mars 1955, p. 10.
28. A.D.A., 14W18, Note des Renseignements Généraux n°343 du 10 décembre 1955.
29. *Midi Libre*, 29 décembre 1955, et *Le Rouergue*, 31 décembre 1955.
30. *Le Monde*, 3 janvier 1956.
31. A.D.A., 12W8, Bordereau d'envoi n° 226 du commissaire, chef du service des Renseignements Généraux de l'Aveyron, au directeur des Renseignements Généraux du 23 avril 1958, et 14W24 bis, Résultat des élections cantonales des 20 et 27 avril 1958 de Salles-Curan. FCDG, CA9, Liste nominative des élus Républicains Sociaux aux élections cantonales des 20 et 27 avril 1958.
32. Bernard Droz, *Histoire de la décolonisation au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Seuil, Coll. Points Histoire,



2006, 386 p.

33. Archives départementales de la Haute-Garonne (A.D.HG), 2273W218, Actes de violence par et/ou sur des Nord-africains (avril-juin 1957).

34. *La Dépêche du Midi*, 5 mai 1958.

35. Archives départementales de Tarn-et-Garonne (A.D.TG), 1319W69, Circulaire n° 128 du ministre de l'Intérieur aux Inspecteurs Généraux de l'Administration en mission extraordinaire et préfets, du 14 mars 1958.

36. A.D.TG, 1319W69, Circulaire ministérielle n° 407 du ministre de l'Intérieur au préfet de police, Inspecteurs généraux de l'Administration en mission extraordinaire, préfets et directeurs des services de police actifs de la Sûreté nationale, 28 septembre 1957.

37. Georgette Elgey, *Histoire de la IV<sup>e</sup> République. Troisième partie - La République des tourmentes, 1954-1959. Tome second*, Paris, Fayard, 1997, p. 148.

38. A.D.A., 14W217, Rapport des Renseignements Généraux n° 284 du 4 juin 1958, p. 4.

39. Jean-Paul Buffelan-Lanore, *Le complot du 13 mai 1958 dans le Sud-Ouest*, préface de Louis Périllier, postfaces de M. le général de corps d'armée (CR) Roger Miquel et de M. le professeur Joseph Cathala, Mémoire de DES en Sciences politiques, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1960, p. 90-93.

40. *La Dépêche du Midi*, 28 mai 1958.

41. Serge Berstein, Pierre Milza, *Histoire de la France au XX<sup>e</sup> siècle. Tome 2 : 1930-1958*, p. 669.

42. A.D.A., 12W8, Rapport des Renseignements Généraux n° 1143 du 28 octobre 1958, et 14W217, Rapport des Renseignements Généraux n° 296 du 9 juin 1958.

43. A.D.A., 52J4, Lettre du conseiller général du Tarn Raust à Paul Ramadier du 15 juin 1958.

44. *La Dépêche du Midi*, 29 et 30 août 1958.

45. *Le Monde*, 30 septembre 1958, p. 5.

46. Il ne porta jamais officiellement ce titre. Mais il est le fondateur de la première antenne du mouvement dans le département et restera responsable du RPF dans la sous-préfecture de Villefranche-de-Rouergue.

47. A.D.A., 2W8/2, 1948, Rapport mensuel du préfet André Rogues du 9 avril 1948, p. 5.

48. A.D.A., 2W8/2, 1948, Rapport mensuel n° 670 du commissaire-chef du service départemental des Renseignements Généraux au préfet André Rogues, du 29 avril 1948, p. 6.

49. *Ibid.*

50. Hubert Bonin, « Le financement du RPF », dans *De Gaulle et le RPF, 1947-1955*, actes du colloque de Bordeaux (12-14 novembre 1997), Paris, Armand Colin, 1998, p. 78-87 ; « Le financement du RPF (1947-1955) », version complète du texte paru dans les actes du colloque de Bordeaux, pdf de 42 p.

51. *Ibid.*, p. 81.

52. Patrick Calmels, *Le gaullisme et le monde rural dans le Sud-Ouest (1945-1969)*, Mémoire de DEA d'Histoire, sous la dir. de Pierre Laborie, Université Toulouse II-le Mirail, 1998, p. 100.

53. Archives départementales du Tarn (A.D.T.), 511W57, dossier Comité départemental du RPF, Composition du comité départemental de la fédération départementale du Rassemblement du Peuple Français (1948 ?). FCDG, RPF 466, Compte-rendu hebdomadaire de Michel Carrière à Jacques Soustelle du 10 juin 1949.

54. FCDG, RPF532, dossier RPF de l'Aude, Sous-dossier - Dossiers départementaux, lettre manuscrite du trésorier de l'Aude au secrétaire général du 10 janvier 1951 ; RPF532, dossier RPF de l'Aveyron, Sous-dossier - Correspondance, lettre de Pierre Caubel à Louis Terrenoire du 16 juin

1952 ; RPF547, dossier RPF du Gers, Sous-dossier - Implantation, note « 5 Gers » du 11 mars [1948] ; RPF585, dossier RPF du Tarn-et-Garonne, Sous-dossier - Organisation géographique, « Rapport n° 1 du groupement départemental de Tarn-et-Garonne du 20 décembre 1947 » de Georges Mahieux, p. 11.

55. FCDG, RPF532, Lettre du colonel Soulet à Louis Terrenoire du 7 décembre 1951.

56. Le Tarn a 100 000 francs de dettes contre 200 000 en Haute-Garonne. FCDG, RPF470, Rapport mensuel (décembre 1952) du 12 janvier 1953, de Rives Henry au cabinet du général, p. 2.

57. FCDG, RPF 466, Rapport mensuel de juin 1949 de Michel Carrière à Jacques Soustelle.

58. FCDG, RPF532, Sous-dossier - Trésorerie, Lettre de Charles Tarruson à Alain Bozel du 28 avril 1949.

59. L'Aveyron a deux trésoriers RPF : Sicard père, puis Sicard fils...

60. Hubert Bonin, « Le financement du RPF », *op. cit.*, p. 82.

61. FCDG, RPF532, Dossier Trésorerie - Situation hebdomadaire, Lettre « délégation départementale » du 4 février 1949.

62. Bernard Lachaise, « L'engagement des jeunes dans le Rassemblement du peuple français », dans *Charles de Gaulle et la jeunesse*, Paris, Plon, Coll. Espoir, 2005, p. 106.

63. *Ibid.*, p. 107. Dans le cas des jeunes militants de la région, la fidélité au général n'est pas si importante que le laisse entendre Bernard Lachaise dans son analyse générale. Des jeunes résistants comme le FFL René Cathala font figures d'exception.

64. *Ibid.*, p. 108.

65. *Ibid.*, p. 108.

66. François Audigier, « Les cadets du RPF », dans *De Gaulle et le RPF, 1947-1955*, Paris, Armand Colin, 1998, p. 370.

67. Bernard Lachaise, « L'engagement des jeunes dans le Rassemblement du peuple français », *op. cit.*, p. 108 : « Les jeunes souffrent souvent d'un manque de considération et de soutien des aînés. »

68. FCDG, RPF346, Circulaire du général de Gaulle du 11 octobre 1950.

69. Sa position est confirmée le 16 janvier 1948. FCDG, RPF354, Lettres de René Palazy au président du RJF [René Laurin] du 28 décembre 1947, et de Serge Sicard à René Laurin du 23 janvier 1948.

70. FCDG, RPF354, Lettre de Serge Sicard à René Laurin, non datée [vers le 20 janvier 1948].

71. FCDG, RPF354, Note manuscrite « Aveyron. 25 cartes 16.2.48 50 frcs payé ».

72. FCDG, RPF354, Notes manuscrites « 16/3/48. Aveyron. 50 cartes » et « Aveyron. 24/3/48. 50 cartes ».

73. FCDG, RPF354, Lettre de Serge Sicard à René Laurin du 7 avril 1948.

74. FCDG, RPF354, Lettres de Serge Sicard à René Laurin du 19 février 1948, et à Michel Boscher du 19 mars 1948.

75. FCDG, RPF354, Lettre de Michel Boscher à Serge Sicard du 29 avril 1948.

76. FCDG, RPF354, Lettre de Serge Sicard à Jacques Trotté du 28 avril 1948.

77. FCDG, RPF354, « Rapport du 1<sup>er</sup> juillet 1948 » de Serge Sicard.

78. FCDG, RPF354, Lettre de Serge Sicard à Jacques Trotté du 1<sup>er</sup> mai 1948.

79. FCDG, RPF354, Lettre de M. de Nys à Serge Sicard du 21 mai 1948.

80. FCDG, RPF354, Lettre de Serge Sicard à M. de Nys du 18 juillet 1948.

81. FCDG, RPF354, Lettres de M. de Nys à Serge Sicard du 12 août 1948, et d'Henri Morel à

M. de Nys du 26 août 1948.

82. FCDG, RPF354, « Rapport du 1/9/48 au 31/9/48 » d'Henri Morel du 31 septembre 1948.

83. A.D.A., 12W8, Rapport des Renseignements Généraux n° 1667 du 29 octobre 1948, et 14W159, « Compte rendu de la réunion publique organisée par les RJF, le mercredi 27 octobre à 21 heures au Théâtre municipal » du commissaire de police de Rodez au préfet André Rogues, du 29 octobre 1948. FCDG, RPF354, Lettre de Serge Sicard à M. de Nys du 16 octobre 1948.

84. FCDG, RPF354, Lettre d'Henri Morel à M. de Nys du 1<sup>er</sup> novembre 1948.

85. FCDG, RPF354, « Rapport du 1/11 au 31/11 » d'Henri Morel du 7 décembre 1948.

86. Il ne donne plus de nouvelles depuis cette date. FCDG, RPF354, Lettre de M. de Nys à Henri Morel du 21 avril 1950, et lettre de Pierre Caubel à Pierre Lefranc du 13 novembre 1950.

87. FCDG, RPF354, « Note » du « délégué régional de la dixième région » du 14 avril 1951, et lettre de Pierre Lefranc à Serge Sicard du 12 juin 1951.

88. FCDG, RPF354, Lettres de Serge Sicard à Pierre Lefranc des 30 mai et 22 juin 1951.

89. FCDG, RPF354, Lettre de Pierre Lefranc à Serge Sicard du 29 juin 1951.

90. FCDG, RPF354, Lettre de Serge Sicard à Pierre Lefranc du 13 décembre 1951.

91. FCDG, RPF354, Lettre de Serge Sicard à Pierre Lefranc du 8 mars 1952.

92. FCDG, RPF354, Lettre de Serge Sicard à Bernard Fauquenot du 24 mars 1952.

93. FCDG, RPF359, Lettre de Bernard Fauquenot à Serge Sicard du 9 décembre 1952.

94. FCDG, RPF354, Lettre de Bernard Fauquenot à Serge Sicard du 13 octobre 1952, Lettre de Serge Sicard à Bernard Fauquenot du 16 octobre 1952, Lettre de Serge Sicard à « Mon cher compagnon » [Pierre Lefranc ?] du 3 juillet 1953.

95. Patrick Calmels, *Le gaullisme et le monde rural dans le Sud-Ouest...*, op. cit., p. 86.

96. A.D.HG, 2692W44, Dossier RPF, Note du commissaire central de Toulouse n°11/27 A/47 du 6 juillet 1947.

97. Les RG ne dénombrent dans le département que 2 300 militants pour mai 1947, alors que Bordeaux en avait 120 000 et Lyon 100 000 selon eux. A.D.HG, 2692W 44, Note des renseignements généraux n°6202 du 17 mai 1947.

98. A.D.T., 511W57, Dossier R.P.F., Rapport des Renseignements Généraux n°1539 du 13 avril 1948.

99. FCDG, RPF585, Dossier Tarn, Implantation départementale le 12 février 1949, puis fiche d'implantation départementale intitulée « Membres RPF par canton ».

100. A.D.T., 511W57, Dossier R.P.F., Rapport des Renseignements Généraux n° 132 du 7 février 1952.

101. A.D.T, 511W57, Dossier R.P.F., Rapport des Renseignements Généraux n° 95 du 9 mars 1954.

102. FCDG, RPF532, Dossier Implantation, Fiche des adhésions datée des 1<sup>er</sup> juillet 1948 et 1<sup>er</sup> février 1949.

103. Les RG estimaient le 14 septembre à 760 le nombre d'adhérents RPF, mais le fichier interne du mouvement contredit ce chiffre. Aussi nous fions-nous au fichier interne du RPF. FCDG, RPF532, Dossier Aveyron, Implantation départementale non datée – a été réalisée pour le compte du colonel Carré.

104. FCDG, RPF532, Dossier Implantation, Fiche des adhésions datée des 1<sup>er</sup> juillet 1948 et 1<sup>er</sup> février 1949.

105. Sur les 407 militants, 304 viennent du bassin houiller (Decazeville, Firmy, Aubin, Cransac). A.D.A., 12W8, Dossier Vie intérieure, Note secrète à « monsieur le commissaire » du 24 mai 1951.

106. A.D.A., 12W8, Dossier Mise à jour, Note sur « les Républicains Sociaux et Indépendants » non datée, rédigée de toute évidence en 1955, et Dossier Organisation, Rapport des Renseignements Généraux n°1143 du 28 octobre 1958.

107. Nous justifions cette répartition par la part de militants gaullistes par rapport au nombre d'habitants du département.

108. A.D.HG., 2692W44, dossier R.P.F., Note des renseignements généraux n°5397 du 26 avril 1947.

109. Pierre-Denis Boudriot, *L'épuration (1944-1949)*, Grancher Éditions, Coll. Grancher dépôt, 2011, 348 p. Jean-Marc Berlière, « L'épuration de la police parisienne en 1944-1945 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 49, janvier-mars 1996, p. 63-81. Cet article est concentré sur Paris, mais montre qu'il en fut plus largement de même en France durant la Libération. Pierre Laborie, « Violence politique et imaginaire collectif : l'exemple de l'épuration », dans *Violences et pouvoirs politiques*, sous la dir. de Michel Bertrand, Natacha Laurent, Michel Taillefer, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1996, p. 205-216.

110. Roger Martelli, *Prendre sa carte 1920-2009. Données nouvelles sur les effectifs du PCF*, Venissieux, Fondation Gabriel Péri, 2010, 95 p. ; voir p.18, par exemple, avec l'analyse des « flux de la Guerre Froide ».

111. FCDG, RPF464, dossier 1948 - Roger Frey, Rapport de Roger Frey sur la VI<sup>e</sup> Région en avril 1948, et RPF546, dossier Implantation départementale datée au 1<sup>er</sup> juillet 1948.

112. *Ibid.*

113. Jean Charlot, *Le gaullisme d'opposition...*, *op. cit.*, p. 87.

114. Cadres supérieurs, membres des professions libérales, industriels et grands commerçants.

115. Jean Charlot, *Le gaullisme d'opposition...*, *op.cit.*, p. 89.

116. Bernard Lachaise (dir), *Résistance et Politique sous la IV<sup>e</sup> République*, Pessac, Presses Universitaires de Bordeaux, Coll. Politique XX<sup>e</sup> siècle, 2004, 173 p.

117. Parmi eux se trouve une femme, une certaine Mme Pélissier.

118. Bernard Lachaise, « La Résistance dans le parcours des délégués départementaux du RPF », dans *Résistance et Politique sous la IV<sup>e</sup> République*, *op. cit.*, p. 49.

119. Ce maquis fut le second plus puissant du département, et participa activement à sa libération.

120. A.D.HG, 2692W 44, dossier Républicains Sociaux, Note des renseignements généraux n°1270 du 17 mai 1955.

121. Il y a 11,9 % de patrons de l'industrie et du commerce, 45,6 % d'agriculteurs et 4,6 % d'employés en Aveyron en 1954. INSEE, *Recensement général de la population du mois de mai 1954*, Résultats du sondage au 1/20<sup>e</sup>, population, ménages et logements, p. 19.

122. Romain Souillac, *Le mouvement Poujade. De la défense professionnelle au populisme nationaliste (1953-1962)*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2007, 415 p.

123. Par exemple, Bernard Lachaise (*Le gaullisme dans le Sud-Ouest au temps du RPF*, Bordeaux, Fédération Historique du Sud-Ouest, Bordeaux, 1997, p. 413) estime qu'un quart à un tiers des militants sont des femmes dans le Sud-Ouest.

124. Informations fournies par François Audigier.

125. Bryan Muller, *Le gaullisme midi-pyrénéen (1947-1958). Vivre et survivre dans le gaullisme toulousain*, Mémoire de Master 2 d'Histoire contemporaine, sous la dir. de François Audigier et Philippe Foro, soutenu le 10 juin 2015, 317 p.

126. A.D.A., 2W8/1, Rapport des Renseignements Généraux n° 637 du 21 février 1947, p. 2.

127. A.D.A., 2W8/1, Rapport mensuel du préfet André Rogues du 9 mai 1947, p. 3.

128. A.D.A., 2W8/1, Rapport des Renseignements Généraux n° 711 du 3 mai 1947.

129. Par exemple, le parti communiste accuse les gaullistes d'être d'anciens pétainistes dans un meeting à Villefranche-de-Rouergue, le 31 mai 1947. A.D.A., 2W8/1, Rapport du commissaire de police de Villefranche-de-Rouergue au préfet André Rogues n° 1563, du 2 juin 1947.

130. *L'étincelle* n° 18, 23 août 1947.

131. A.D.A., 14W154, Rapport du commissaire de police de Rodez au préfet André Rogues n°133 du 12 janvier 1948 ; 14W159, Rapport des Renseignements Généraux n°1667 du 29 octobre 1948. FCDG, RPF354, Lettre de Serge Sicard à M. de Nys du 16 octobre 1948.

132. A.D.A., 12W8, Rapport des Renseignements Généraux n° 1554 du 7 octobre 1948.

133. Par exemple, le RPF distribue gratuitement le dernier numéro de ses revues, *L'étincelle* et *L'étincelle ouvrière*, à Villefranche-de-Rouergue ; Christian Lunet de la Malène publie de nombreux articles en 1955, etc. A.D.A., 12W8, Rapport des Renseignements Généraux n° 13/D du 12 janvier 1948, et 14W154, Rapports et articles de presse relatifs à Christian Lunet de la Malène.

134. A.D.A., 2W8/2, Rapport des Renseignements Généraux n° 1666 du 28 octobre 1948.

135. A.D.A., 338W77, Télégramme du préfet de l'Aveyron aux commissaires de police n° 3562/Cab du 13 novembre 1950.

136. A.D.A., 338W77, Télégrammes du préfet de l'Aveyron aux commissaires de police n° 3289/Cab du 7 octobre 1950, et n° 2408 du 9 juillet 1953.

137. A.D.A., 2W8/5, Rapport mensuel d'information du préfet de l'Aveyron du 7 juin 1951, et 12W8, Dossier Organisation - Fédération départementale, Rapport des Renseignements Généraux n°382 du 5 juin 1951, Dossier Manifestations - Réunions, Rapports des Renseignements Généraux n°404 du 9 juin 1951, et n°408 du 12 juin 1951.

138. Excepté le parti communiste qui, rien qu'en 1947, met à sac la sous-préfecture de Millau le 14 mai, et jette un explosif dans le jardin du président du conseil Paul Ramadier le 6 octobre 1947. A.D.A., 338W77, Télégramme « État sur les principaux troubles survenus dans le département de l'Aveyron depuis la Libération » du commissaire de police de l'Aveyron au commissaire des Renseignements Généraux de Toulouse, du 27 octobre 1951, et 2W8/1, « Message téléphoné par M. le capitaine REY le 6 octobre 47 à 10 h 50 » ; Télégramme officiel du préfet de l'Aveyron au ministre de l'Intérieur du 6 octobre 1947.

139. A.D.A., 14W159, Rapport des Renseignements Généraux n° 1612 du 16 octobre 1948.

140. A.D.A., 12W8, Rapport des Renseignements Généraux n° 1578 du 11 octobre 1948 ; 14W154, Rapport n° 1578 du commissaire des Renseignements Généraux au préfet André Rogues, du 11 octobre 1948 ; 14W159, Rapport des Renseignements Généraux n° 1612 du 16 octobre 1948.

141. FCDG, RPF61, SO de l'Aveyron, Lettre de Cauchy à Luc Collet du 25 mai 1952.

142. FCDG, RPF61, SO de l'Aveyron, Feuille non datée remplie par le chargé de mission Garnier-Thenon.

143. « J'ai dû rappeler à l'ordre celui qui le dirigeait [le SO] et qui ne recherchait que la bagarre ». FCDG, RPF61, SO de l'Aveyron, Lettre de Cauchy à Luc Collet du 25 mai 1952.

144. Michel Maffesoli, *Essais sur la violence. Banale et fondatrice*, Paris, CNRS Éditions, 2009, p. 19.

145. Du moins, malgré des recherches poussées, nous ne sommes pas parvenus à en trouver une seule dans les archives.

146. *Midi Libre*, 1<sup>er</sup> décembre 1958.

147. Louis Alexis Delmas est député de la troisième circonscription de 1967 à 1973 ; son « dauphin » Jean Gabriac, de 1973 à 1978 ; son successeur Jacques Godfrain, de 1978 à 2007 ;

Alain Marc de 2007 à 2014. Élu sénateur, Alain Marc a laissé son suppléant Arnaud Viala lui succéder le 13 septembre 2015.